MÉMOIRE SUR L'AVENIR DU PATRIMOINE RELIGIEUX AU QUÉBEC

PAR

SIMON DÉCARY

ÉTUDIANT AU B.A. SPÉCIALISÉ EN HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

STAGIAIRE DURANT L'ÉTÉ 2005 À LA FPRQ

TRAVAIL PRÉSENTÉ

À

LA COMMISSION DE LA CULTURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

20 AOÛT 2005

Table des matières

Introduction.....	p.4-5
1. La Fondation du Patrimoine Religieux du Québec.....	p.6-12
- Son mandat.....	p.6
- Ses structures.....	p.6-9
- Le Programme de soutien à la restauration du patrimoine religieux.....	p.10
- La répartition de l'enveloppe budgétaire.....	p.10-11
- Les obligations du bénéficiaire.....	p.12
2. La problématique du patrimoine religieux.....	p.12-16
3. La critique du système de subventions et du fonctionnement de la FPRQ.....	p.16-21
- Critique négative.....	p.16-19
- Critique positive.....	p.19-21
4. Les solutions d'avenir pour le patrimoine religieux.....	p.21-26
Annexe : Répartition officielle des enveloppes régionales.....	p.27-31

Introduction

« Au Québec plus qu'ailleurs, les églises, surtout catholiques romaines, ont profondément marqué le développement rural et urbain, distinguent le paysage construit des villes et des villages et imprègnent l'imaginaire collectif des habitants et de leurs visiteurs. »¹

Lucie K. Morisset

Le patrimoine religieux est en péril au Québec. Les Églises, gardiennes traditionnelles de ce patrimoine, ne détiennent plus les ressources financières nécessaires à la conservation de l'ensemble de leur parc immobilier. En effet, la baisse de la croyance, du moins de la pratique religieuse institutionnalisée, compromet la masse des contributions monétaires accordées aux Églises par les fidèles. L'Église catholique romaine, la religion la plus institutionnalisée du Québec, vit cette situation très critique où elle doit gérer la décroissance du nombre de ses églises, et à une échelle davantage plus vaste que les autres confessions, avec un nombre de plus en plus restreint de ses effectifs cléricaux. À elle seule, elle possède plus de 75% des lieux de culte du territoire québécois. Ses diocèses et ses paroisses, dont la santé financière est de plus en plus aride, ne peuvent plus entretenir toutes leurs églises et, en particulier, celles localisées dans les centres urbains, puisque les anciennes populations résidentielles qu'elles desservaient se sont déplacées vers les périphéries. Ainsi, des colosses temples urbains, vidés de leur sens fonctionnel, mais possédant le plus souvent une valeur patrimoniale remarquable, risquent la désaffectation. Au cours des années 1970, la fatalité des églises peu fréquentées était la démolition quasi spontanée. Ainsi, Montréal, ville aux cent clochers, fut amaigri de sa riche collection à travers cette époque, notamment « l'église de Saint-Henri, celle de Griffintown (l'église Sainte-Anne), sans parler de l'ancienne cathédrale Saint-Jacques »² dont le clocher et une partie d'un transept furent intégrés d'une manière assez peu harmonieuse à l'Université du Québec à Montréal.

---

¹ MORISSET, Lucie K., « Libre opinion : Reprendre en main l'avenir des églises du Québec », Le Devoir, 27 avril 2005.

² DÉON, Esther, « Se convertir pour l'avenir », Le Devoir, 14 août 1999, p. D8

Dans le contexte actuel, l'État québécois doit-il laisser, comme il l'a fait dans les années 1970, le sort des églises se régler selon les forces du marché. Entre 1995 et 2003 seulement, on assista à l'enrayement de 135 paroisses alors que concrètement 453 églises et chapelles publiques catholiques furent fermées, grosso modo une sur trois.³ La rationalisation des équipements immobiliers de l'Église catholique n'est qu'au début du processus. Dans les dix prochaines années, les prévisions annoncent la fermeture de la moitié des quelques 2000 lieux de culte restant.⁴ Le tableau n'est guère plus reluisant pour l'avenir des temples protestants. L'exode rural plus accentué chez les anglo-protestants du Québec ainsi que leur émigration vers d'autres provinces canadiennes - accéléré depuis la montée du nationalisme québécois - ont eu pour conséquence d'anéantir la présence de confessions dans certaines régions du Québec. En somme, la situation requiert indubitablement l'intervention de l'État pour préserver le patrimoine religieux. Mais, de quelle manière l'intervention doit-elle s'exprimer? Par exemple, la France prit une orientation radicale. En 1905, l'État nationalisa les églises de son territoire pour les administrer directement. Tandis qu'au Royaume-Uni, le choix fut plus tempéré. La chambre basse créa une fiducie pour gérer les lieux de culte déficitaires. Au Québec, l'intervention est d'avantage plus faible. Le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) verse des subventions à un organisme para-public, nommé la Fondation du Patrimoine Religieux du Québec (FPRQ), qui distribue l'enveloppe monétaire entre divers propriétaires de lieux de culte patrimoniaux.

Nous allons étudier le fonctionnement de cette fondation dans le but de poser une critique éclairée de l'intervention de l'État québécois dans la conservation du patrimoine religieux.

---

³ MORISSET, « Libre opinion : Reprendre en main l'avenir des églises du Québec » ... 2005.

⁴ CARDINAL, François, « Nationaliser les églises ? », La Presse, 4 mai 2005.

1. La Fondation du Patrimoine Religieux du Québec

- Son mandat

La FPRQ, créée en 1995, est un organisme privé sans but lucratif, ayant le mandat d'administrer le programme de restauration du patrimoine religieux. À caractère multifonctionnel, cette corporation œuvre à l'échelle du Québec, en étroite collaboration avec les diverses traditions religieuses et en partenariat avec les propriétaires des biens patrimoniaux, les collectivités locales et le MCCQ. L'objet de la Fondation n'est pourtant pas religieux et l'aide ne cible pas des confessions particulières, mais constitue plutôt un soutien au patrimoine immobilier et mobilier dans une vision d'ensemble pour la société. La distribution financière des subventions s'appuie sur les principes de conservation et de restauration promulgués par le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS).⁵

- Ses structures

Les **membres** de la Fondation sont des représentants bénévoles nommés par les autorités religieuses propriétaires de bâtiments culturels érigés avant 1945 et des individus s'intéressant à la protection du patrimoine religieux. Les membres, lors de l'assemblée générale tenue annuellement, élisent les quinze personnes qui siègeront au **conseil d'administration**. Le choix des élus doit tenir compte de la diversité régionale et religieuse. Il doit y avoir au minimum un représentant chacun pour les régions géographiques de Montréal et de Québec ainsi que trois représentants pour les autres régions du territoire québécois. De plus, le conseil doit comprendre la présence d'au moins trois traditions religieuses. Les tâches du conseil d'administration se résument à la supervision de l'administration de la FPRQ, à l'entérinement de la planification stratégique et à la surveillance du bon fonctionnement des tables de concertation régionales.

Le **comité exécutif** est formé de cinq personnes élues parmi les membres du conseil d'administration, comprenant le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire. Le comité

---

⁵ FPRQ, *Rapport annuel 2004-2005*, p.2

prescrit les lignes directrices de la Fondation et élabore les stratégies et les recommandations qui seront proposées par la suite au conseil d'administration. Le **bureau administratif**, seul organe animé par des employés salariés, s'occupe de gérer les fonds alloués à chacune des régions à l'intérieur d'une enveloppe budgétaire et « s'assure du respect des protocoles et des procédés administratifs »⁶ lors des restaurations. Le bureau est également responsable de monter des projets spéciaux, comme l'inventorisation des lieux de culte du Québec. Il conçoit des dossiers de recherche, comme ceux sur les églises modernes et le tourisme religieux, et finalement il fait la promotion du patrimoine religieux en créant ses propres outils de communication, soit son site Internet et ses bulletins d'information saisonniers.

La structure de base de la Fondation est la **table de concertation régionale**. Les tables sont du nombre de onze, ce qui tient compte des situations diversifiées et des contraintes spécifiques de chacune des régions québécoises. Composée de représentants laïcs et cléricaux des traditions propriétaires de la région, des représentants du MCCQ et d'experts en patrimoine, tels les historiens et les architectes, la table de concertation s'adapte mieux aux réalités vécues et travaille plus intimement en lien avec les collectivités locales et ceme plus efficacement les priorités d'intervention.

Tables de concertation régionales	
Région 1	Table de Montréal
Région 2A-B	Table de Québec/Chaudière-Appalaches
Région 3A	Table du Bas-Saint-Laurent
Région 4A	Table de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
Région 5	Table du Saguenay-Lac Saint-Jean
Région 6A	Table de la Côte-Nord
Région 6B	Table de Laval-Lanaudière-Laurentides-Outaouais
Région 7	Table de la Montérégie
Région 8	Table de la Mauricie/Centre-du-Québec

⁶ FPRQ, *Rapport annuel 2004-2005*, p.2

Pour illustrer la diversité régionale des situations, nous allons présentés deux exemples. Premièrement, la Mauricie/Centre-du-Québec est formée par deux diocèses. Celui de Nicolet est en milieu rural et il est parsemé généralement de petites églises facile à entretenir, tandis que le diocèse de Trois-Rivières en milieu semi-urbain est plutôt composé de quelques grands temples en pierre d'importantes dimensions demandant des interventions majeurs.⁷ En deuxième exemple, la région Laval-Lanaudière-Laurentides-Outaouais se caractérise par son grand territoire habité et par sa diversité religieuse. Onze traditions sont propriétaires de bâtiments patrimoniaux, mais pas tous ne possèdent des représentants à la table. Outre le catholicisme, les autres confessions sont souvent démunies en ressource humaine et financière, et même certaines traditions sont pratiquement saignées à blanc de leurs fidèles.⁸

Les tables ont la liberté d'adapter leur mode de fonctionnement du processus de sélection de projet. Ainsi, la Mauricie/Centre-du-Québec, quasi catholique par définition, a élaboré lors de la création de sa table une liste de projets prioritaires et formé un comité de construction pour gérer les travaux de restauration. La table se réunit chaque semestre et approuve les décisions du comité de construction.⁹ Pour la très hétéroclite région Laval-Lanaudière-Laurentides-Outaouais, la table n'opta pas pour la création d'une liste unique de priorités. Elle laisse les propriétaires déposer une demande à leur diocèse ou à leur autorité religieuse en question. La tradition religieuse sélectionne elle-même les projets qu'elle désire soumettre à la table pour un accord de principe future et c'est finalement la table qui accepte et retient les projets de restauration selon l'enveloppe budgétaire.¹⁰

---

⁷ MCCQ et FPRQ, *Bilan de l'intervention 1995-2001*, Annexe 9, Région 8, p. 2

⁸ *Ibid.* Région 6-B, p. 2

⁹ *Ibid.* Région 8, p. 3

¹⁰ *Ibid.* Région 6-B, p. 4

En somme, les tables, indépendamment de leur fonctionnement interne, ont pour mandat de diffuser les informations sur divers programmes de restauration, « reçoivent les demandes d'aide financière, acceptent les projets [...] en fonction des enveloppes budgétaires et en assurent le suivi ».¹¹

D'autres comités plus secondaires composent également la Fondation. Le **comité des orgues**, réunissant des experts des grandes écoles de musique du Québec, se charge d'analyser les orgues patrimoniales et de conseiller les tables régionales dans les sélections de projets sur les orgues. Il s'assure de l'admissibilité des travaux et du respect de l'intégrité de l'instrument lors de l'intervention.

Dans le cadre du 2^e volet du programme du soutien à la restauration, le **comité du volet 2**, composé de représentant de la FPRQ, du MCCQ et d'institution muséale, sélectionne les projets de restauration des œuvres d'art et des biens mobiliers patrimoniaux. Le comité de coordination est formé de huit membres dont quatre sont nommés par la FPRQ et quatre par le MCCQ. Il est coprésidé par un représentant de la Fondation et un du Ministère. Ensemble, ils s'assurent de la bonne application des protocoles d'entente et conçoivent les politiques administratives du programme.

Finalement, le **comité de suivi de l'entente sur le recyclage partiel**, particulier à la région montréalaise, est formé « d'un représentant de chacune des traditions religieuses signataire de l'entente », c'est-à-dire de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal, du Synode du diocèse de Montréal, de l'Église Unie du Canada et du Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne du Canada, ainsi que de deux représentants du MCCQ.

À travers l'organisation structurelle et le mode de sélection des membres et représentants de chaque cellule, nous pouvons observer que la Fondation est un organisme fortement christianisé. Il est constitué majoritairement par des membres du clergé et des laïcs pratiquants de confessions catholique ou protestante. Cette « confessionnalisation » des structures est pourtant tempérée par les représentants du MCCQ et par les divers spécialistes en patrimoine.

---

¹¹ FPRQ, *Rapport ...* p.2

- Le Programme de soutien à la restauration du patrimoine religieux

Dans le discours sur le budget 1995-1996, l'Assemblée nationale a reconnu l'importance de financer, dans les plus brefs délais, la restauration du patrimoine religieux. Le MCCQ se fit accorder la responsabilité de mettre en œuvre un programme de *Soutien à la restauration du patrimoine religieux* comportant deux volets : « la restauration des biens immobiliers (volet 1) et la restauration des biens mobiliers (volet 2). »¹² L'essentiel des actions de la Fondation s'inscrit dans le cadre de ce programme.

Le premier volet est sur la restauration du patrimoine immobilier. Il concerne spécifiquement les lieux de culte érigés avant 1945 et ayant conservés leur vocation religieuse depuis plus de 50 ans. Extraordinairement, certaines églises construites après 1945 peuvent être admissibles au programme si leur architecture représente un haut intérêt symbolique et historique. Les résidences privées servant occasionnellement au culte, comme il est pratique de faire par exemple chez les Juifs, sont exclues pour éviter les débordements dans l'admissibilité, mais sans toutefois écarter les presbytères du programme. D'autre part, les orgues et les vitraux sont considérés à titre d'immeuble.

Le second volet est sur la restauration du patrimoine mobilier. Sont admissibles tous les biens meubles, œuvres d'art ou objets caractérisés par une signification religieuse, civile, esthétique ou symbolique et qui sont conservés dans un édifice à vocation religieuse. Par exemple, les documents archivistiques, les peintures, les statues ainsi que les meubles et les objets liturgiques peuvent obtenir des subventions pour leur conservation et leur restauration.

- La répartition de l'enveloppe budgétaire

Entre les années budgétaires 1995-1996 et 2004-2005, le Ministère a versé à la Fondation une somme de 135 M\$, soit 10 M\$ par année. Cet investissement a permis la réalisation de projets de

---

¹² FPRQ et MCCQ, *Bilan de l'intervention 1995-2001, Annexe 3, Protocole d'entente entre le MCCQ et la FPRQ*, p.2

restauration sur près de 800 édifices culturels et sur plus de 200 œuvres d'art et biens mobiliers.¹³ La majorité des actions fut dirigée vers des travaux de restauration préventifs sur des églises pouvant occasionner de lourds bris sur le bâtiment. Ainsi, sont privilégiés les interventions visant à préserver l'intégrité structurale, comme la réfection de la toiture, les travaux de maçonnerie sur le revêtement extérieur, la fenestration et les portes, la charpente ou les fondations. Ces actions ont contribué à la sauvegarde de plusieurs lieux de culte aux valeurs historique et architecturale de grand calibre, comme l'église Saint-Enfant-Jésus-du-Mile-End à Montréal et celle de Saint-Léon-le-Grand à Maskinongé.¹⁴

En somme, la FPRQ roule avec une enveloppe budgétaire de 10M\$ par année. La plus grande portion est réservée au volet 1 et le reste se divise entre le volet 2 et les projets spéciaux de la Ministre. Pour répartir le plus rationnellement possible l'aide financière entre les tables régionales et les divers confessions, le MCCQ opta, dès la création de la FPRQ, pour un système de pointage qui alloue à chaque tradition des points selon le nombre et la qualité patrimoniale de ses lieux de culte présents dans les régions données (voir le tableau *Le pourcentage de la répartition officielle des enveloppes régionales* : Annexe p.27-31). L'Église catholique sort grande gagnante de la répartition financière, en accaparant près de 75% de la totalité des points en ce qui a trait à ses églises. Ce pourcentage doit être majoré de 8,54%, puisque ce nombre correspond au pourcentage octroyé aux communautés religieuses que nous soupçonnons d'être exclusivement catholique. Finalement, les 16,72% restant sont partagées majoritairement entre les Anglicans, l'Église Unie et les Presbytériens. Nous pouvons ainsi observer que les subventions sont distribuées entre les traditions anciennement implantées au Québec, puisque le pointage ne tient compte que du parc immobilier culturel construit avant 1945.

---

¹³ FPRQ, *Rapport ...* p.7

¹⁴ *Ibid.* p.7

- Les obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire a certaines obligations à remplir pour obtenir une subvention. Il doit être apte à financer minimalement 15% des coûts totaux du projet et doit prouver que l'immeuble patrimonial ne subira aucune aliénation prévue dans les cinq prochaines années. Le propriétaire doit maintenir le caractère patrimonial de l'édifice restauré pour une période minimale de cinq ans suivant la fin des travaux, si l'aide financière est de l'ordre de moins de 300 000\$, de dix ans si elle est supérieure à 300 000\$, mais inférieure à 700 000\$ et de vingt ans si elle est supérieure à 700 000\$. Dans le cas du non respect de cette consigne, le bénéficiaire doit rembourser à la Fondation « au prorata des années qui restent à écouler le montant total de la subvention correspondante ».¹⁵

2. La problématique du patrimoine religieux au Québec

« Rien n'était trop beau pour Dieu ». La dévotion légendaire des Canadiens français légua au paysage québécois des milliers d'églises, dans un panorama diversifié allant de la petite église rurale au grand temple urbain. Les églises représentaient la consécration du peuple laurentien à la foi catholique. Chaque village en avait une et ce lieu centralisait l'énergie sociale. Pourtant, l'avenir des églises est actuellement bouleversé par l'évolution social, religieuse et démographique du Québec. Si la population catholique pratiquante était de 80% en 1960, elle n'atteint aujourd'hui que 5%.¹⁶ Ce n'est pas la croyance en Dieu qui a drastiquement chuté, mais l'adhérence à une foi institutionnalisée. En 1999, la firme de sondage CROP révéla, dans une étude portant sur les valeurs des Québécois et leur rapport à Dieu, que 88% des Québécois disaient croire en Dieu parmi lesquels uniquement 31% croyaient « au

---

¹⁵ FPRQ et MCCQ, *Bilan de l'intervention 1995-2001, Annexe 3, Protocole d'entente entre le MCCQ et la FPRQ*, p.11

¹⁶ COUTURE, Maurice, « Est-ce à l'État de sauver les églises? », *Le Soleil*, 3 janvier 1999, p.B2

Dieu que l'Église leur présente ».¹⁷ De ce nombre, quel pourcentage reconnaît la valeur de célébrer leur religiosité collectivement?

Au niveau financier, la baisse de la pratique religieuse se traduit par la chute des contributions aux paroisses. Il faut maintenant se poser la question suivante. Est-ce moralement acceptable pour une société de faire reposer sur une minorité de pratiquants la responsabilité financière du patrimoine religieux québécois? 7% de la population contribue présentement au financement des paroisses, comparativement à 98% il y a cinquante ans.¹⁸ Les églises sont un héritage national, reliques de notre lègue identitaire, noyau du développement rural et urbain, et atome de l'avancé de l'occupation territoriale. De son côté, l'Église ne peut également pas assurer l'avenir du patrimoine religieux. Les vocations se minimisent et ses effectifs cléricaux vieillissent. Il ne reste plus que 600 prêtres actifs pour l'ensemble du Québec.¹⁹ En somme, l'Église catholique doit entretenir ses lieux de culte avec des finances arides et s'occuper de pastoral avec un personnel de plus en plus vieillissant - situation également vécue par plusieurs traditions protestantes. Ainsi, l'Église, priorisant la survie financière de ses communautés, se désintéresse du patrimoine religieux.

Pour illustrer la situation précaire des communautés cléricales, prenons l'exemple des Sulpiciens de Montréal. Leurs avoirs sont distinctement séparés entre un fonds communautaire fixe - utilisé pour subvenir aux besoins des prêtres - et un fonds flottant pour les œuvres. Le problème est que l'entretien excessivement dispendieux des bâtiments gruge le fonds pour les œuvres. Avec des intérêts sur 7 ou 8M\$, les Sulpiciens accumulent les déficits, soit 500 000\$ pour le Grand Séminaire, 500 000\$ pour la basilique Notre-Dame et 250 000\$ pour la chapelle Notre-Dame de Lourdes. Les travaux de réfection sur les trois bâtiments coûteraient entre 6 ou 7M\$ selon une étude réalisée par le bureau d'architectes

---

¹⁷ COUTURE, Maurice, « L'Église et les églises », Le Soleil, 2 mai 1999, p. B2

¹⁸ KROL, Ariane, « Québec cherche des partenariats pour les églises », La Presse, 6 juin 2004.

¹⁹ COUTURE, « Est-ce à l'État de sauver les églises? » ... p.B2

Beaupré et Michaud.²⁰ Finalement, la communauté de prêtre, avec un tel fardeau financier, ne peut faire autrement que de réduire le nombre d'objectifs de leur mission. Le supérieur provincial Lionel Gendron révisa la stratégie en réorientant les Sulpiciens vers la formation des prêtres : « on a décidé de retourner à la première mission de la compagnie. »²¹

En plus des coûts d'entretien, les églises engloutissent des sommes colossales uniquement en électricité. Une église absorbe en moyenne 25 000\$ par année en frais d'électricité.²² Pour une cathédrale, la somme est encore plus astronomique ; celle de Saint-Jérôme en coûte 47 000\$ par année.²³ L'abolition du tarif bi-énergie annoncé pour avril 2006 par Hydro-Québec pourrait aggraver encore plus la situation. Actuellement, 440 églises bénéficient de ce tarif spécial dont le kilowattheure est à moitié prix.²⁴ La fermeture en hiver ne peut devenir une solution de rechange, car un édifice non chauffé se dégrade rapidement. Alors, si l'assemblée des évêques ne réussit pas à s'entendre pas avec Hydro-Québec, un choix drastique s'imposera pour la conservation ou pas des églises concernées.

Devant un noir tableau alliant les coûts d'entretien désastreux, l'absence de la relève cléricale et la désaffection des églises par la population, la fusion paroissiale devint la solution proposée par l'Église. La rationalisation des activités des différents diocèses du Québec engendra la suppression de 135 paroisses et la fermeture de 453 églises et chapelles publiques catholiques, uniquement entre 1995 et 2003.²⁵ Les églises en surplus risquent la conversion ou encore la destruction.

Par exemple, lorsqu'une église ne sert plus à Montréal, l'archevêché récupère les objets d'art et liturgiques les entreposant dans sa réserve diocésaine. Il propose premièrement le temple à une communauté-sœur. Ainsi, l'église Sainte-Marie-Marguerite (actuellement Notre-Dame-de-Guadalupe),

---

²⁰ MARTIN, Dominic, « Les seigneurs de la colline », Quartier Libre, 23 février 2005.

²¹ MARTIN, Dominic, « Les seigneurs de la colline » ... 2005.

²² CARDINAL, François, « Vingt-sept églises à vendre », Le Devoir, 10 mai 2000, p.A1

²³ SIMARD, Valérie, « Quel avenir pour nos églises? », Accès, 8 octobre 2004.

²⁴ « Hydro-Québec et les églises discutent », Le Devoir, 25 janvier 2005.

²⁵ MORISSET, « Libre opinion : Reprendre en main l'avenir des églises du Québec » ... 2005.

situé au pied du pont Jacques-Cartier, fut achetée au milieu des années 1990 par une communauté latino-américaine. Tandis que l'église Saint-Nicolas, localisée sur le boulevard Gouin, fut acquise par des Orthodoxes syriens. Ensuite, si aucune tradition chrétienne ne se manifeste, les institutions à caractère communautaire pourront faire leur offre, comme les CLSC, les bibliothèques ou les salles de spectacles. Finalement, en dernier ressort, l'église sera mise en vente, où elle pourrait être transformée à cette étape en condominiums ou simplement détruite « si le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement donne son aval ».²⁶ La démolition devient souvent la solution la plus fructueuse pour les propriétaires de lieux de culte, car la présence d'une église mine la valeur d'un terrain. Ainsi, un terrain vacant, malgré les immenses coûts de destruction d'un temple, obtient un prix plus élevé que si sur le terrain la conservation de l'église est exigée.²⁷

Le tableau que nous avons tissé sur l'avenir du patrimoine religieux est bien sombre, surtout s'il est laissé aux aléas du marché. L'intervention de l'État devient nécessaire pour remédier à l'anarchie régnant sur ce patrimoine. Le gouvernement réagit à cette problématique par une politique de subventions via la FPRQ. Pourtant, une enveloppe annuelle de 10M\$ semblent bien peu pour assurer la viabilité des lieux de culte du Québec. Les évaluations triennales (2003-2004-2005) de la Fondation sur les besoins financiers des Tables régionales estiment à près de 172 M\$ les réparations urgentes et majeures à effectuer sur les églises et les ensembles conventuels.²⁸ Le constat est encore plus alarmiste si l'on observe le coût d'entretien de l'ensemble du parc mobilier culturel pour les vingt prochaines années. Un nombre de 10 milliards de dollars est proposé.²⁹

Un moment de réflexion s'impose sur le financement des lieux de culte. Le danger est de tenter de tout sauver avec un budget de 10M\$. Si les subventions deviennent trop éparpillées, ils finiront par

---

²⁶ BÉRUBÉ, Nicolas, « Que faire de nos églises? », La Presse, 10 mars 2003.

²⁷ DRAPEAU, Jacques, « 2500 églises sur les bras », Le Soleil, 2 avril 1997, p. C1

²⁸ BAILLARGEON, Stéphane, « Québec élimine les subventions au patrimoine religieux », Le Devoir, 8 juin 2004, p.A1

²⁹ CARDINAL, François, « Nationaliser les églises? », La Presse, 5 mai 2005, p.A28

ne rien protéger. La vérificatrice avait notamment décelé dans la manière de faire de la Fondation une « absence d'objectifs précis et d'indicateurs de performance [...] des lacunes concernant la pertinence des critères de sélection des projets, l'analyse des demandes, la présentation des pièces justificatives et la vérification de l'utilisation des subventions versées pour les travaux de restauration ».³⁰ Pour ces raisons, le gouvernement libéral du Québec, actuellement au pouvoir, élimina provisoirement les subventions à la Fondation le temps que la Commission de la culture de l'Assemblée nationale lance une vaste consultation publique sur « la préservation et la mise en valeur du patrimoine religieux québécois ».³¹ La commission permettra de faire le point sur la situation actuelle et d'avantager le débat d'idée. Ce sera l'occasion de proposer des formules innovatrices et de trouver de nouveaux partenaires. Pourtant, il faudra faire attention. Le gouvernement ne doit pas se désengager au nom des partenariats public-privé (PPP). Les PPP peuvent être une manière de sauver les lieux de culte à valeur patrimoniale faible ou moyenne, mais le gouvernement doit prendre sous sa responsabilité les pièces maîtresses du patrimoine national pour en assurer leur conservation et leur accessibilité. Le rapport final est attendu au début de l'année 2006.

3. Critique du système de subventions et du fonctionnement de la FPRO

- Critique négative

La source principale de la problématique de la gestion de la conservation du patrimoine religieux s'écoule du mode de nomination des membres de la Fondation. La majorité des représentants à presque tous les échelons de l'organisation sont des individus nommés par les autorités religieuses et représentent par prolongement les intérêts de la tradition qu'elle défend. Selon les dispositions de

---

³⁰ BEAUCHAMP, Line, « La restauration du patrimoine religieux – Un temps de réflexion s'impose », *Le Devoir*, 21 juin 2004.

³¹ BAILLARGEON, Stéphane, « Québec au chevet des églises », *Le Devoir*, 7 juin 2005, p.B8

répartition de l'enveloppe budgétaire, chaque tradition est chargée d'établir leurs priorités pour l'ensemble des bâtiments dont elle est propriétaire. Ce genre de fonctionnement engendre deux types de problèmes. Le premier est de confier la gestion du programme à des institutions en décroissance - diminution du nombre de leur effectifs, baisse constante de la masse de leurs fidèles et crise financière - qui font plutôt parti du problème que des solutions d'avenir. La Fondation a jusqu'à aujourd'hui injecté près de 135M\$ et les églises subventionnées sont toujours aussi menacées à moyen terme, puisque les propriétaires de ses lieux de culte, soit les fabriques ou les communautés religieuses, vivent toujours une situation précaire.

La nomination des membres par les autorités religieuses pose en deuxième temps le problème des intérêts privés des organisations religieuses. Les Églises comme toutes institutions privées défendent leurs intérêts personnels. Par exemple, l'évangélisation et le culte deviennent des éléments prioritaires à la conservation des monuments. La répartition du budget du diocèse de Québec l'illustre bien. En 2002, 59% de ses finances furent consacrées à l'évangélisation contre 25% à l'entretien de ses bâtiments.³² La déconfessionnalisation des écoles depuis 1998 augmenta énormément les dépenses pour la pastorale. Les intérêts d'ordre privé se constatent également lors de la vente d'une église. À Montréal, on préféra réduire de 200 000\$ le prix de Saint-Jean-de-la-Croix pour permettre la vente à un vendeur immobilier plutôt que de la céder à plein prix à une communauté bouddhiste.³³ Sur le plan de la conservation, la transformation de l'église en temple bouddhiste aurait été beaucoup moins dommageable que sa métamorphose en immeuble à condos. Ainsi, ses mêmes autorités religieuses décident, dans le cadre du programme de la restauration de la FPRQ, de la distribution des fonds publics alloués à la conservation du patrimoine religieux.

---

³² BORDE, Valérie, « Le Diable dans la sacristie », *L'Actualité*, 1 mai 2005, p.19

³³ *Ibid.* p.19

Nous pouvons constater que l'un des critères de sélection de projets dans l'entente entre le MCCQ et la Fondation est que le lieu soit voué au culte depuis plus de 50 ans. Ce critère permet aux représentants des traditions religieuses composant la Fondation de favoriser des bâtiments quelquefois plus intéressants sur le plan du culte que sur le plan patrimonial. Par exemple, les baptistes évangélistes choisirent l'Assemblée chrétienne de Rouyn-Noranda, active communautairement, pour lui octroyer une subvention. Pourtant, il s'agit d'une boîte blanche, construite entre 1934 et 1935, dont le mobilier se résume à de simples chaises en métal vêtues de vinyle orange.³⁴

Il est primordial de distinguer le patrimoine du culte dans les critères de sélection. Le patrimoine relève du « domaine public, collectif et civil, tandis que le second est de l'ordre du privé ».³⁵ L'État laïc, gérant les fonds publics, doit s'occuper du patrimoine, mais sans intervenir en ce qui a trait au culte. Depuis 1995, la Fondation a financé exclusivement des églises ouvertes au culte, mais cela n'a pas empêché les fermetures.

D'autre part, le système de subventions, adopté par la Fondation et le MCCQ comme principale politique d'intervention, n'encourage pas la protection du patrimoine religieux sur le long terme. Le protocole d'entente en fait preuve. Par exemple, il est textuellement fait mention que la Fondation « n'accepte pas les projets pour les immeubles pour un délai de cinq (5) ans suivant la fin des travaux ». Ce nombre d'année est ridiculement bas et reflète la vision à court terme de l'organisation. De plus, le protocole est beaucoup trop souple avec les bénéficiaires de l'aide financière. Dépendamment de la subvention obtenue le propriétaire doit maintenir le caractère patrimonial de l'édifice restauré pour une période minimale de cinq, dix ou vingt ans suivant la fin des travaux. Dans le cas du non respect, le bénéficiaire doit rembourser à la Fondation « au prorata des années qui restent à écouler le montant total

---

³⁴ BORDE, « Le Diable dans la sacristie » ... p.20

³⁵ MORISSET, « Libre opinion : Reprendre en main l'avenir des églises du Québec » ... 2005.

la continuation de la vocation initiale du bâtiment, ce qui est un élément idéal de conservation et une assurance pour préserver son intégrité.

La Fondation intègre dans ses structures la collaboration des propriétaires légaux, étant les fabriques et les diverses autorités religieuses. Nous pouvons toujours être critique tant qu'à leur surreprésentation, mais leur participation est nécessaire pour rendre transparent l'état des biens immobiliers et mobiliers des différentes traditions religieuses. La caractéristique multiconfessionnelle de la Fondation permet un meilleur dialogue et elle abaisse les tensions en ce qui a trait à la répartition des subventions entre les confessions.

D'autre part, nous avons noté précédemment, dans les traits négatifs de la Fondation, ses méthodes irrationnelles de sélections de projets, laissées au bon vouloir des autorités religieuses. Mais, voilà que la FPRQ est en train de se doter d'un outil objectif. Une vaste opération d'inventorisation des quelques 3000 lieux de cultes du Québec édifiés avant 1975 fut lancée par la Fondation en 2003. Cet inventaire permettra de procéder à une évaluation patrimoniale des bâtiments pour mieux gérer la distribution des subventions accordées selon le programme de restauration des lieux de culte et ainsi identifier les priorités d'intervention d'une manière plus rationnelle. Le but est d'établir une hiérarchisation régionale et nationale basée sur la valeur historique et symbolique, celle de l'art et de l'architecture extérieure ainsi que celle de l'art et de l'architecture intérieure. Avec un tel outil, la Fondation pourra identifier les reliques incontournables de notre patrimoine pour y faire converger les subventions et cesser l'éparpillement de l'aide financière.

Depuis la création de la Fondation, les retombées du programme sont de plus en plus tangibles. On évalue à 2500 emplois directs et indirects créés grâce aux investissements, sans compter les entrées fiscales non négligeables pour l'État.⁴⁰ « Les travaux de restauration créent beaucoup plus

---

⁴⁰ FERRETTI, Lucia, « Préservation et mise en valeur du patrimoine religieux : Le gouvernement Charest n'a pas le mandat de compromettre l'avenir », Action nationale, vol. XCIV, no. 9-10, novembre-décembre 2004, p.78

d'emplois par dollar investi que les travaux de constructions neuves ». ⁴¹ Les subventions ont entraîné des investissements privés de plus de 65M\$ et elles ont contribué à la restauration de près de 800 lieux de culte, augmentant ainsi le potentiel de l'offre touristique québécois. ⁴² De plus, les coûts de gestion du Programme sont excessivement bas, soit 2% du budget total, puisque l'organisation est essentiellement composée de bénévoles. ⁴³ Le chantier de la Erskine and American church prouva qu'il en coûte moins cher de financer la Fondation que d'investir dans les PPP. ⁴⁴

La réalisation des projets de restauration a permis de maintenir et de réanimer un bon nombre de métiers anciens. Le développement de ce genre d'expertise rend cette main-d'œuvre hautement exportable par la suite. Par exemple, la subvention de 500 000\$ à la cathédrale St. James à Montréal a véritablement ouvert une « petite école de formation avec la restauration de la maçonnerie de la rosace et de la façade de l'église ». ⁴⁵

En somme, l'action de la Fondation, tout en sauvegardant des centaines d'églises patrimoniales, a entraîné une multitude d'effets positifs pour l'économie québécois.

4. Les solutions d'avenir pour le patrimoine religieux

En France, les lieux de culte sont propriétés publiques depuis leur nationalisation en 1905 ; les cathédrales sont entretenues par l'État central et les églises locales par les communes. Tandis qu'en Angleterre, des fiducies financées par l'État et l'Église anglicane s'approprient les lieux de culte excédentaires pour gérer la réorientation de leur vocation. Au Québec, le gouvernement a opté pour un système de subventions destiné à des personnes légales privées et géré par une corporation

---

⁴¹ FPRQ, *Rapport annuel 2004-2005*, p.7

⁴² *Ibid.* p.7

⁴³ FERRETTI, Lucia, « Préservation et mise en valeur du patrimoine religieux ... » p.78

⁴⁴ *Ibid.* p.84

⁴⁵ BENESSAIEH, Karim, « Québec veut répertorier ses lieux de culte » (?).

multiconfessionnelle.⁴⁶ Malheureusement, ce genre d'intervention gouvernemental n'est aucunement une solution à long terme pour conserver le patrimoine religieux. Pour être efficace, cette aide financière doit être indubitablement additionnée par des mesures complémentaires. La création d'une fiducie, fondée sur le modèle britannique, est l'idée la plus souvent suggérée.

Les deux spécialistes du patrimoine, Luc Noppen et Lucie K. Morisset, proposent une structure administrative beaucoup plus radicale qui serait à mi-chemin entre le modèle français et anglais. Il s'agit de créer une fiducie centrale, nommé la « Société de Conservation », dont les fiduciaires seraient les municipalités. Ils suggèrent, en d'autres mots, de municipaliser les lieux de culte du Québec via une grande fiducie. « Chaque ville devrait alors décider, par des consultations auprès de la population, des églises auxquelles elle tient [...] Puis, la fiducie devrait déterminer combien elle veut en garder, en fonction de l'argent qu'elle est prête à leur consacrer ».⁴⁷ Pour ce financer, la fiducie pourrait se départir de 1000 églises sur les 2700 du Québec en respectant la représentativité de l'architecture religieuse. En se basant sur une valeur moyenne de 400 000\$ obtenue selon une vingtaine d'églises vendues depuis 1995, la fiducie encoffrerait une somme de 400M\$ sans aucune autre aide gouvernementale.

Cette solution, certes originale et efficace, n'est peut-être pas celle à privilégier. Selon la tradition de tolérance et le respect de la propriété privé dans la culture québécoise, une spoliation des biens des Églises serait une manière beaucoup trop radicale de solutionner la question du patrimoine religieux. Historiquement, les églises appartiennent bel et bien à la collectivité, mais juridiquement les propriétaires légaux sont les Églises. Propriétaires assurément inaptes à entretenir la totalité de leur parc immobilier, les Églises, par le financement des communautés croyantes et les congrégations religieuses, consacrent toutefois près de 250M\$ annuellement en frais de gestion et d'entretien régulier de leurs

---

⁴⁶ FERRETTI, Lucia, « Préservation et mise en valeur du patrimoine religieux ... » p.75

⁴⁷ BORDE, « Le Diable dans la sacristie » ... p.20

bâtiments. Les Églises, bien qu'en décroissance, ont moralement le droit d'être propriétaire légal des immeubles servant encore au culte dont l'entretien est toujours convenable.

Plutôt que de municipaliser la totalité des lieux de culte, l'État devrait encadrer la gestion du patrimoine en obligeant les autorités religieuses à transférer leurs églises excédentaires (qui seraient mises en vente) dans une fiducie nationale. Ainsi, cette dernière, gérée par un centre d'expertise public, pourrait étudier plus rationnellement l'avenir des églises excédentaires. Les plus significatives pourraient être conservées par la fiducie, et les autres, vendues selon un code d'éthique dépendamment du degré patrimonial de l'église. L'argent dégagé par les ventes deviendrait le principal levier financier de la fiducie. Les églises conservées pourraient être transformés en centre multifonctionnel avec la possibilité pour les traditions religieuses de les louer pour des cérémonies, pendant que d'autres pourraient être transformées en équipements publics. Le transfère progressif des lieux de culte des Églises vers une fiducie publique devient une solution plus prudente qu'un transfère radical. Ultimement, cette fiducie devrait viser un potentiel de conservation de 40% des églises les plus représentatives, un nombre retenu par Luc Noppen.⁴⁸

Pourtant, avec une telle fiducie, la FPRQ reste toujours une organisation nécessaire, car la gestion du changement, pour qu'il soit bien fait, doit ce faire dans la continuité. Les structures de la Fondation sont déjà solidement implantées et ses tables de concertation régionales ont su mobiliser plusieurs intervenants. La Fondation doit poursuivre la gestion du *Programme de soutien à la restauration*. Les subventions sont un mal nécessaires, car la majorité des lieux de culte sont presque exclusivement les propriétés des différents groupes religieux et, sur le plan de la conservation, il est même souhaitable qu'ils restent leur propriété le plus longtemps possible pour que ces bâtiments maintiennent leur première vocation.

---

⁴⁸ LEMIEUX, Louis-Guy, « Au secours des églises », Le Soleil, 19 novembre 2004, p. A4

Selon cette présente étude, nous avons pu soulever certaines limites dans le fonctionnement de la Fondation. Premièrement, elle doit être capable de diversifier la source de son financement. L'enveloppe du MCCQ est insuffisante et l'opinion publique n'est probablement pas en faveur d'une augmentation des dépenses gouvernementales dans ce secteur au détriment de d'autres services. Par exemple, la fiducie anticipée pourrait investir un certain pourcentage de la vente des églises pour augmenter le financement de la Fondation, sans alourdir davantage les dépenses publiques.

Ensuite, il est urgent que la FPRQ fasse des levées de fonds d'envergure au près de la population sympathisante, comme il est pratique de faire dans la plupart des fondations. Les membres de la FPRQ, généralement composés de croyants et de membres de différents clergés, ne veulent toujours pas implanter cette méthode de peur de nuire au financement des paroisses. Pourtant, les donateurs d'une éventuelle levée de fonds ne sont pas nécessairement des contribuables aux financements de leur église. Les non-pratiquants et même les athées peuvent être sensibles à la valeur de leur patrimoine, sans nécessairement soutenir la pastorale et la liturgie financées par leur paroisse. Ainsi, la levée de fonds permettrait de récupérer dans le lot des 93% de la population non donatrice une fraction de mécènes qui financerait sur une base volontaire le patrimoine religieux du Québec. Attention, l'autofinancement de la Fondation ne doit pas déresponsabiliser le gouvernement dans ses engagements pour la sauvegarde des églises patrimoniales.

Deuxièmement, la Fondation doit davantage déconfessionnaliser et laïciser son organisation en assurant une représentation minimum des milieux religieuses propriétaires. Pour ce faire, la nomination des membres de l'assemblée, d'où s'écoule le choix du conseil d'administration et du conseil exécutif, doit accorder une plus grande place aux milieux universitaires et professionnelles ainsi qu'à des représentants municipaux et gouvernementaux. En ce qui a trait aux membres des tables de concertation régionales, qui présélectionnent les projets, nous devrions également amoindrir la représentativité des

confessions. La sélection des projets ne pourrait que bénéficier d'une plus grande présence des divers professionnels du patrimoine.

Finalement, la FPRQ et le MCCQ doivent renforcer les obligations du bénéficiaire inscrits dans le protocole d'entente pour mieux pour rentabiliser les investissements du *Programme de soutien à la restauration*. L'acceptation « de projets pour les immeubles pour lesquels on prévoit une aliénation dans un délai de cinq (5) ans »⁴⁹ ne favorise pas chez le bénéficiaire sa responsabilisation à long terme sur le lieu patrimonial en question. Ce laps de temps doit absolument être majoré. D'autre part, les pénalités dans le cas d'un non respect du maintien patrimonial de l'immeuble subventionné nécessitent d'être durcies. Le remboursement à la Fondation devrait être total si le délai minimal n'est pas respecté et sans tenir compte du prorata des années qui restent à écouler. De plus, les périodes minimales du maintien patrimonial de l'immeuble, selon la subvention versée, demandent une hausse catégorique.

En somme, la solution à la problématique actuelle de la conservation du patrimoine religieux passe par la création d'une fiducie nationale, gérant l'excédant des églises laissées par les divers confessions, et par une réadaptation de la FPRQ tant qu'à ses sources de financement, la nomination de ses membres et les obligations des bénéficiaires envers la Fondation.

L'avenir des églises est fragile. Pour réussir à préserver dans le temps ces reliques de notre passé, les interventions ont besoin d'être diversifiées. Par exemple, le partenariat entre les fabriques et les municipalités pour créer des centres multifonctionnels, surtout en milieu rural, pourrait également devenir une solution d'avenir. La participation du privé, appuyé par l'État, pourrait aussi faire surgir des idées innovatrices de réorientation des fonctions traditionnelles des églises excédentaires. Par exemple, la transformation de certains temples patrimoniaux en columbarium, administrés comme un cimetière, permettrait de rentabiliser le bâtiment tout en conservant le caractère sacré du lieu. Ainsi, une

---

⁴⁹ FPRQ et MCCQ, *Bilan de l'intervention 1995-2001, Annexe 3, Protocole d'entente entre le MCCQ et la FPRQ*, p.8

problématique complexe ne peut être résolue que de manière diversifiée, en optant pour la multiplicité des intervenants, et à la condition d'avoir des structures principales pour en gérer l'essentiel.

Fondation du patrimoine religieux du Québec
Le pourcentage de la répartition officielle des enveloppes régionales

Région	Pointage final	Pourcentage octroyé	Pourcentage par région
Montréal (1)			
- Catholique	597	10.7364%	
- Autres traditions	314	5.6470%	16.3834%
Québec (2A)			
- Catholique	522	9.3876%	
- Autres traditions	67.5	1.2139%	10.6016%
Chaudière-Appalaches (2B)			
- Catholique	502	9.0280%	
- Autres traditions	21	0.3777%	9.4056%
Bas Saint-Laurent (3A)			
- Catholique	318	5.7189%	
- Autres traditions	14	0.2518%	5.9707%
Gaspésie / Ile-de-la-Madeleine (3B)			
- Catholique	92	1.6545%	
- Autres traditions	50	0.8992%	2.5537%
Saguenay / Lac Saint-Jean (4A)			
- Catholique	151	2.7156%	
- Autres traditions	0	0.0000%	2.7156%
Côte Nord (4B)			
- Catholique	71	1.2769%	
- Autres traditions	11	0.1978%	1.4747%
Région 5 - Laval, Laurentides, Lanaudière et Outaouais (5)			
- Catholique	564	10.1430%	
- Autres traditions	127.5	2.2930%	12.4359%
Montérégie (6A)			
- Catholique	552	9.9272%	
- Autres traditions	174.5	3.1382%	13.0654%
Estrie (6B)			
- Catholique	248	4.4600%	
- Autres traditions	127	2.2840%	6.7440%
Abitibi (7)			
- Catholique	122	2.1940%	
- Autres traditions	0	0.0000%	2.1940%
Coeur du Québec (8)			
- Catholique	417	7.4993%	
- Autres traditions	23	0.4136%	7.9130%
Communautés religieuses	475	8.5424%	8.5424%
TOTAL	5560.5	1.0000	1.0000

du patrimoine religieux du Québec

Partage de la répartition officielle des enveloppes régionales

Région	Tradition	Pointage final	Pourcentage octroyé	Pourcentage par région
	Catholique	597	10.7364%	16.3834%
	Autres traditions			
	- Anglicans (AN)	109	1.9603%	
	- Église unie (UN)	59.5	1.0700%	
	- Orthodoxes (OR)	21	0.3777%	
	- Presbytériens (PR)	26.5	0.4766%	
	- Autres	98	1.7624%	
		314	5.6470%	
(2A)	Catholique	522	9.3876%	10.6016%
	Autres traditions	67.5	1.2139%	
/Appalaches (2B)	Catholique			9.4056%
	- Diocèse de La Pocatière	110	1.9782%	
	- Diocèse de Québec	392	7.0497%	
		502	9.0280%	
	Autres traditions	21	0.3777%	
-Laurent (3A)	Catholique			5.9707%
	- Diocèse de Rimouski	225	4.0464%	
	- Diocèse de La Pocatière	93	1.6725%	
		318	5.7189%	
	Autres traditions	14	0.2518%	
-de-la-M (3B)	Catholique			2.5537%
	- Diocèse de Gaspé	92	1.6545%	
	Autres traditions	50	0.8992%	
-y / Lac-Saint-Jean	Catholique			2.7156%
	- Diocèse de Chicoutimi	151	2.7156%	
	Autres traditions	0	0%	
-Nord (4B)	Catholique			1.4747%
	- Diocèse de Baie Comeau	71	1.2769%	
	Autres traditions	11	0.1978%	

Région	Tradition	Pointage final	Pourcentage octroyé	Pourcentage par région
Laval, Laurentides, Lanaudière et Outaouais (5)	Catholique			
	- Diocèse de Pembroke	54	0.9711%	
	- Diocèse de Gatineau-Hull	87	1.5646%	
	- Diocèse de Saint-Jérôme	102	1.8344%	
	- Diocèse de Mont-Laurier	103	1.8524%	
	- Diocèse de Joliette	156	2.8055%	
	- Diocèse de Montréal (Laval)	62	1.1150%	
		564	10.1430%	
	Autres traditions			
	- Anglicans Outaouais	23.5	0.4226%	
	- Anglicans Montréal	28	0.5036%	
	- Église Unie Montréal	21.5	0.3867%	
- Église Unie Outaouais	38.5	0.6924%		
- Presbytériens	7	0.1259%		
- Autres	9	0.1619%		
	127.5	2.2930%	12.4350%	
Montérégie (6A)	Catholique			
	- Diocèse de Valleyfield	126	2.2660%	
	- Diocèse de Saint-Jean / Longueuil	137	2.4638%	
	- Diocèse de Saint-Hyacinthe	289	5.1974%	
		552	9.9272%	
	Autres traditions			
	- Anglicans	91	1.6365%	
	- Église Unie	53	0.9532%	
	- Presbytériens	15.5	0.2788%	
	- Église baptiste	8	0.1439%	
- Autres	7	0.1259%		
	174.5	3.1382%	13.0650%	
Cantons-de-l'Est (6B)	Catholique			
	- Diocèse de Sherbrooke	248	4.4600%	
	Autres traditions			
	- Anglicans	35	0.8596%	
	- Église Unie	38	0.9332%	
- Autres	20	0.4912%		
	93	2.2840%	6.7440%	

Région	Tradition	Pointage final	Pourcentage octroyé	Pourcentage par région
Abitibi /Témiscamingue (7)	Catholique			
	- Diocèse d'Amos	69.5	1.2499%	
	- Diocèse de Rouyn	52.5	0.9442%	
		122	2.1940%	
	Autres traditions	0	0.0000%	2.1940%
Coeur du Québec (8)	Catholique			
	- Diocèse de Trois-Rivières	180	3.2371%	
	- Diocèse de Nicolet	237	4.2622%	
		417	7.4993%	
	Autres traditions	23	0.4136%	7.9130%
Communautés religieuses		475	8.5424%	8.5424%
TOTAL		5433.5	100.0000%	100.0000%
		<u>127</u>		
		<u>5560.5</u>		

* Enveloppe représente 127 points, mais le mode de partage de la région 6B sur le nombre d'églises , soit 93.

Fondation du patrimoine religieux du Québec

Le pourcentage de la répartition officielle des enveloppes régionales

Répartition aux communautés religieuses

		Nombre de personnes	Pourcentage octroyé
- Région 1	Montréal	8217	2.9318%
- Région 2	Québec/Chaudière-Appalaches	5316	1.8967%
- Région 3A	Bas Saint-Laurent	1225	0.4371%
- Région 3B	Gaspésie/Ile-de-la-Madeleine	256	0.0913%
- Région 4A	Saguenay / Lac Saint-Jean	1083	0.3864%
- Région 5	Laval, Laurentides, Lanaudière/Outaouais	1520	0.5423%
- Région 6A	Montérégie	2398	0.8556%
- Région 6B	Estrie	1468	0.5238%
- Région 7	Abitibi	369	0.1317%
- Région 8	Cœur du Québec	2090	0.7457%
Total		23942	8.5424%